



**HAL**  
open science

## Diversification des droits à construire agricoles en France : analyse comparée des normes dans quatre départements littoraux de la Méditerranée

Brigitte Nougaredes, Clémence Letulle

### ► To cite this version:

Brigitte Nougaredes, Clémence Letulle. Diversification des droits à construire agricoles en France : analyse comparée des normes dans quatre départements littoraux de la Méditerranée. 54. Colloque ASRDLF, Jul 2017, Athènes, Grèce. , 2017. hal-01606029

**HAL Id: hal-01606029**

**<https://hal.science/hal-01606029>**

Submitted on 2 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



54ème colloque  
**ASRDLF**

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference  
**ERSA-GR**



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

## **Diversification des droits à construire agricoles en France. Analyse comparée des normes dans quatre départements littoraux de la Méditerranée**

**Mme Brigitte NOUGARÈDES**

INRA-UMR Innovation

2, Place Viala 34060 MONTPELLIER France

brigitte.nougaredes@inra.fr

**Mme Clémence LETULLE**

INRA-UMR Innovation

2, Place Viala 34060 MONTPELLIER France

clemence.letulle@gmail.com

### **Référence à la session / reference to the session**

S23 - Confrontation des normes et des usages dans les espaces ouverts métropolitains, axe 1 construction et application de normes régissant les espaces ouverts.

### **Résumé / Summary**

Mots-clés : Décentralisation, Gouvernance territoriale, droits à construire, bâti agricole, justice spatiale

Les espaces ouverts métropolitains sont soumis à des normes urbanistiques qui régissent les droits à construire dans ces espaces. En France, l'urbanisation des terres agricoles n'est pas seulement due au développement résidentiel. Elle résulte également du nombre croissant de constructions agricoles (Madeline 2006) du à la modernisation des exploitations agricoles, mai aussi aux abus des droits à construire par les agriculteurs (Perrin 2013) et à l'obtention de permis de construire à partir de projet agricoles factices (Nougardès, 2013).

En effet, les droits à construire sont régulés au niveau de chaque municipalité par un système de zonage délimitant les zones constructibles et les zones agricoles et naturelles qui sont protégées. Dans les zones « Agricoles » seules les constructions destinées à l'exploitation agricole sont autorisées.

Pour faire face à ce phénomène l'Etat a modifié la législation régulant les droits à construire agricoles. Or, son application étant mise en œuvre dans le cadre de la décentralisation (Schneider 2003), l'interprétation et l'application des principes énoncés par la loi ont d'abord été négociées à l'échelle départementale dans le cadre d'instances de concertation associant l'Etat et la profession agricole mais la décentralisation se poursuivant, l'interprétation de la législation est aujourd'hui transférée aux communes et aux intercommunalités. Or, ces services n'ont pas de compétence en matière d'urbanisme agricole. Pour

accompagner ce transfert, dans certains départements, l'Etat a apporté un appui aux services intercommunaux, mais d'autres n'ont pu en bénéficier.

Cette communication examine la construction des normes juridiques (Melé, 2009) qui régissent les droits à construire en zone agricole dans les quatre départements littoraux de la région Occitanie.

Nous faisons l'hypothèse que ce transfert peut amplifier une hétérogénéité des normes régissant les droits à construire agricoles déjà amorcée lors de la première phase de négociation à l'échelle des départements (Nougarèdes, 2015). Nous cherchons également à analyser comment se construisent les compétences au sein des services intercommunaux. Pour explorer ces questions nous avons réalisé une étude comparative des normes et des pratiques d'instruction des permis de construire agricoles dans les quatre départements littoraux méditerranéens en France. Notre étude s'appuie sur l'analyse de documents sur les doctrines départementales et intercommunales, et sur la conduite d'entretiens avec les agents des services départementaux et intercommunaux en charge de l'élaboration et de l'application des doctrines régissant les droits à construire agricoles.

Les résultats de notre étude confirment une augmentation de l'hétérogénéité des normes mobilisées entre les divers services instructeurs. L'étude montre également le rôle des divers acteurs tels les services de l'Etat ou les Chambres d'agriculture dans la construction de nouvelles normes régissant les droits à construire agricoles. Ces résultats 'hétérogénéité de ces normes soulève des questions de justice spatiale (Soja, 2010).

## **Bibliographie / Bibliography**

Madeline, Philippe. 2006. « L'évolution du bâti agricole en France métropolitaine : un indice des mutations agricoles et rurales ». L'Information géographique 70 (3): 33. doi:10.3917/lig.703.0033.

Nougarèdes, Brigitte. Modes d'insertion socio-spatiale du bâti agricole périurbain et sociabilités locales: le cas des " hameaux agricoles" dans l'Hérault. 2013. Thèse de doctorat. Université Toulouse le Mirail-Toulouse II.

Nougarèdes, Brigitte. 2015. "La gestion durable du bâti agricole périurbain : gouvernance et enjeux locaux. Le cas des « hameaux agricoles » dans l'Hérault". Analyses du Centre d'étude et de prospectives du Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. n°80, mai 2015, 7p.

Melé, P., 2009. « Pour une géographie du droit en action », dans Géographie et cultures, N°72, 2009, p. 25-42.

Perrin, Coline. 2013. « Le foncier agricole dans les plans d'urbanisme : le rôle des configurations d'acteurs dans la production locale du droit ». Géocarrefour 88 (3): 183-194.

Soja, Edward W. 2010. Seeking Spatial Justice. University of Minnesota Press. <https://www.upress.umn.edu/book-division/books/seeking-spatial-justice>.

Schneider, Aaron. « Decentralization: Conceptualization and measurement ». Studies in Comparative International Development, 2003, vol. 38, no 3, p. 32-56.